

L'ONU élargit son mandat en Colombie pour vérifier les actions de la Juridiction Spéciale de Paix

Image not found or type unknown

Nations Unies, 13 mai (RHC) La Mission des Nations Unies en Colombie est confrontée aujourd'hui à de nouveaux défis quand, au milieu des tensions dans le pays, elle a étendu son mandat pour vérifier le respect des sanctions imposées par la Juridiction Spéciale de Paix.

Les victimes du conflit sont au cœur de l'Accord de paix et c'est à cela que veille le nouveau mandat, a précisé le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour cette nation sud-américaine, Carlos Ruiz Massieu.

À cet égard, il a souligné que les sanctions propres à la Juridiction spéciale pour la paix contribueraient à renforcer la justice transitionnelle.

Alors que les sanctions vont commencer à être imposées, il est d'autant plus important de compter sur l'appui de tous les secteurs du pays et de la communauté internationale, a-t-il souligné.

Mais la Colombie vit en ce moment un climat de fortes tensions, de protestations et de non-conformité sociale face aux politiques gouvernementales.

La veille, dans différents endroits comme Bogota, Catatumbo, Cartagena, Ibagué, Medellin et Cali, des mobilisations massives ont eu lieu contre l'aggravation des problèmes structurels dans le mandat du président Ivan Duque, selon des rapports de presse locaux.

Mardi dernier, lorsque le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté à l'unanimité la résolution prorogeant le mandat de sa mission en Colombie, le Secrétaire Général de l'organisme multilatéral, António Guterres, s'est entretenu par téléphone avec Duque.

C'est ainsi que le porte-parole du secrétaire général, Stéphane Dujarric, a rapporté, et devant les questions de la presse sur les vives protestations dans la nation sud-américaine, il a déclaré ne pas avoir de détails sur les discussions entre les deux responsables.

Mais la position de l'ONU est d'exiger que les forces de sécurité fassent preuve de 'retenue' et permettent aux gens de manifester pacifiquement, a indiqué le porte-parole.

'Je ne doute pas que la position exprimée publiquement soit la même que celle qui serait exprimée en privé', a souligné Dujarric.

Il a exprimé son engagement en faveur d'un dialogue national en réponse aux protestations, a ajouté le porte-parole.

La semaine dernière, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a dénoncé le recours excessif à la force par les forces de sécurité colombiennes lors des manifestations.

Le chef de la mission de l'ONU en Colombie souligne la nécessité, aujourd'hui plus que jamais, de mettre en œuvre les dispositions de l'Accord de paix pour promouvoir la réconciliation entre tous les habitants du pays, garantir la réparation des victimes et apporter la stabilité.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/257151-lonu-elargit-son-mandat-en-colombie-pour-verifier-les-actions-de-la-juridiction-speciale-de-paix>



Radio Habana Cuba